



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/42/L.43
10 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 104 de l'ordre du jour

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

Argentine, Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Costa Rica, Cuba, Equateur, Espagne, Italie, Jamaïque, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela : projet de résolution

Campagne internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues

L'Assemblée générale,

Consciente des répercussions néfastes que le problème mondial de l'abus, de la production et du trafic illicites des drogues et des substances psychotropes a sur l'individu en ce qu'il limite sa créativité et l'épanouissement de ses possibilités, et sur les Etats, en ce qu'il menace leur sécurité et porte atteinte à leurs institutions démocratiques et à leurs structures économiques, sociales, juridiques et culturelles,

Considérant que la situation continue à s'aggraver, en raison notamment de la corrélation croissante entre le trafic des drogues et les activités d'organisations criminelles transnationales, auxquelles est imputable une grande partie du trafic et de l'abus des drogues et substances psychotropes, ainsi que l'accroissement de la violence et de la corruption qui nuisent à la société,

Reconnaissant la responsabilité collective qui incombe aux Etats de dégager des ressources appropriées pour l'élimination de la production et du trafic illicites ainsi que de l'abus des drogues et substances psychotropes,

Reconnaissant également que les mesures de prévention et de contrôle de l'offre et de lutte contre le trafic illicite ne peuvent être efficaces que si elles prennent en considération le rapport étroit entre la production illicite, le transit et l'abus des drogues, d'une part, et les conditions sociales, économiques et culturelles des Etats touchés d'autre part, et que si elles sont formulées et mises en application dans le cadre des politiques sociales et économiques des Etats, en tenant compte des traditions de leurs communautés, en permettant un développement harmonieux et en préservant l'environnement,

Reconnaissant une fois de plus que les itinéraires suivis par les trafiquants de drogue changent constamment et qu'un nombre croissant de pays de toutes les régions du monde, et même des zones entières, sont du fait, entre autres, de leur situation géographique, particulièrement vulnérables au transit illicite,

Considérant que la coopération régionale et internationale est indispensable pour rendre les Etats et les régions moins vulnérables au transit illicite et pour fournir l'appui et l'assistance voulus, en particulier aux pays qui n'ont pas été touchés jusqu'à présent,

Tenant compte de la nécessité de réaffirmer la validité des valeurs humaines, morales et spirituelles qui visent à empêcher l'usage de stupéfiants tant sur le plan national qu'international, grâce à l'information, l'orientation et l'éducation,

Considérant le haut niveau professionnel du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, l'importance de son rôle de catalyseur dans le système des Nations Unies, et le fait qu'il est devenu la principale source multilatérale de financement des programmes de coopération technique dans le cadre de la campagne internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes,

Reconnaissant que la politique adoptée par le Fonds tient compte des principales caractéristiques sociales, économiques et culturelles des pays ainsi que de leurs programmes nationaux et régionaux pour la formulation des plans directeurs dans le cadre desquels les pays donateurs comme les pays bénéficiaires de la coopération technique participent activement à des actions concertées visant à lutter contre le problème à tous les stades,

Prenant note également des liens étroits qui existent entre les gouvernements les institutions publiques, le Fonds, le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres organismes des Nations Unies qui s'occupent de la lutte contre l'abus des drogues et des substances psychotropes,

Rappelant sa résolution 41/127 du 4 décembre 1986 et les autres résolutions pertinentes de la Commission des stupéfiants et du Conseil économique et social, adoptées pour la réalisation de la campagne internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes,

1. Condamne catégoriquement une fois de plus le trafic des drogues sous toutes ses formes - production, transformation, commercialisation et consommation illicites - comme étant une activité criminelle et prie tous les Etats de manifester leur volonté politique en s'engageant dans une lutte concertée et universelle jusqu'à son élimination totale et définitive;

2. Prie instamment les Etats de reconnaître qu'ils ont une responsabilité commune pour ce qui est de s'attaquer au problème de la consommation, de la production, du transit et du trafic illicites et, partant, d'encourager la coopération internationale dans la lutte visant à éliminer la production et le trafic illicites ainsi que l'abus des drogues et des substances psychotropes, conformément aux normes internationales et nationales applicables;

3. Reconnait les efforts constants et résolus déployés par les gouvernements sur les plans national, régional et international pour faire face aux incidences de l'abus et du trafic illicite des drogues, ainsi que le lien de plus en plus étroit entre le trafic des drogues et d'autres formes d'activités criminelles internationales organisées;

4. Note avec satisfaction que la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues a adopté à l'unanimité la Déclaration et le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues 1/ et exhorte les Etats à appliquer de façon résolue et soutenue les recommandations figurant dans ces textes;

5. Prend acte de la première Réunion interrégionale des chefs de services nationaux de répression compétents en matière de drogues pour la région de l'Afrique et de la première Réunion interrégionale des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (HONLEA) et demande que la Commission des stupéfiants examine leurs recommandations à sa dixième session extraordinaire, afin de déterminer les mesures concrètes qu'il faudrait prendre pour les appliquer, de façon que le Conseil économique et social puisse éventuellement les adopter à sa prochaine session;

6. Engage les Etats à tirer parti des séances du groupe de travail de la Commission des stupéfiants pour mettre en commun leur expérience de la lutte contre le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes et à renforcer la coopération régionale et interrégionale sur ce point;

7. Prie une fois de plus le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions nécessaires pour que se poursuivent, dans le cadre des services consultatifs, les séminaires interrégionaux sur l'expérience acquise par le système des Nations Unies en matière de programmes de développement rural intégré comprenant le remplacement des cultures illégales dans les zones touchées, notamment dans la région andine;

8. Félicite le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues du travail fructueux qu'il a réalisé en tant que l'un des principaux organes des Nations Unies chargés de fournir une coopération technique dans le domaine de l'abus des drogues, et l'encourage à poursuivre ses activités en prêtant une attention particulière aux besoins des pays en développement, sur leur demande;

9. Invite tous les Etats à continuer de fournir au Fonds leur appui tant politique que financier et à l'accroître, et encourage le Directeur exécutif à continuer de renforcer l'assistance systématique et continue fournie par le Fonds aux pays et aux régions touchés, de façon à leur permettre de s'attaquer plus efficacement au problème sous tous ses aspects;

10. Fait sienne la résolution 1987/32 du Conseil économique et social en date du 26 mai 1987;

1/ A/CONF.133/12, chap. I, sect. A et B.

11. Prie le Secrétaire général d'encourager le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies à inclure dans ses publications des informations visant à prévenir l'abus des stupéfiants notamment parmi les jeunes;

12. Prie instamment les gouvernements des pays qui se heurtent à des problèmes liés à la consommation illicite de drogues, en particulier les plus gravement touchés d'entre eux, de prendre, dans le cadre d'une stratégie nationale, les mesures nécessaires pour réduire considérablement la demande illicite de drogues au moyen de techniques et de programmes appropriés, de manière à inculquer à chacun un respect profond de sa santé, de ses aptitudes physiques et de son bien-être, et de fournir à tous les groupes sociaux les renseignements voulus et une assistance adéquate en ce qui concerne l'abus des drogues, leurs effets nocifs et les moyens de promouvoir une action collective appropriée;

13. Prie le Secrétaire général de fournir l'appui nécessaire au renforcement de la Division des stupéfiants et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, notamment en procédant aux réaffectations voulues, dans les limites des ressources disponibles;

14. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport, lors de sa quarante-troisième session, sur l'application de la présente résolution et décide d'inscrire à son ordre du jour la question intitulée "Campagne internationale contre le trafic des drogues".
